



DECLARATION DE L'UNION REGIONALE CGT CENTRE-VAL DE LOIRE VACCINATION OBLIGATOIRE, PASS SANITAIRE REFUSONS LE PIEGE DE LA DIVISION

Dans son intervention télévisée du 12 juillet dernier, le président de la République est encore monté d'un cran dans sa dérive autoritariste et liberticide.

Prétendant d'un côté ne pas rendre la vaccination contre le covid 19 obligatoire, de l'autre, il annonce toute une série de mesures, stigmatisant les personnes non vaccinées, et plus particulièrement les personnels de santé, visant à contraindre, par la force des choses, les salariés, les citoyens à se faire vacciner.

Pass Sanitaire : Interdire, Punir, Diviser.

Après les lois sécurité globale et « séparatisme », les attestations obligatoires et le confinement mis en œuvre dans le cadre de la crise sanitaire, l'élargissement du Pass Sanitaire aux lieux de loisirs, de culture et de sport, aux cafés et restaurants, aux centres commerciaux, Macron entend rendre la vie impossible à toutes celles et ceux qui refusent, en toute légitimité, de se faire vacciner.

L'extension de ce Pass Sanitaire constitue une atteinte essentielle à nos libertés, mais également en cause le vivre-ensemble qui constitue le fondement de notre République en créant une ségrégation vis-à-vis d'une partie de la population.

Quant aux héros applaudis sur les balcons en 2020, que les directions obligeaient à aller bosser même en étant atteint du covid, sans masques, sans protections, se fabriquant des surblouses avec des sacs poubelles, mettant en jeu leur vie, ils seraient aujourd'hui responsables de la 4^{ème} vague, qualifiés d'irresponsables, d'égoïstes et de manque de professionnalisme.

Alors que c'est sans doute le secteur où il y a le plus de personnel vacciné, les soignants et accompagnants, les salariés du médico-social, ceux des transports et secours à la personne, dont les pompiers, les secrétaires médicales, les manipulatrices radio..., se verront sanctionnés de mise à pied, jusqu'au licenciement à partir du 15 septembre. Et après, à qui le tour ? **La CGT s'oppose à la création d'un nouveau motif de licenciement pour défaut de vaccination, dans le privé comme dans le public.**

En réalité, bon nombre de décès, générés par ce virus, résultent de l'état catastrophique de notre système de santé, et plus particulièrement de l'hôpital public, conséquence des politiques de saccage, menées pendant des décennies, par les gouvernements successifs, au nom de la sacro-sainte réduction des dépenses de santé, se traduisant par 100.000 lits supprimés depuis 30 ans, fermetures de services, transformation d'hôpitaux locaux en Ehpad, pénuries de médecins, de tous les personnels soignants, etc...

Cette mise au banc des accusés ignoble vise surtout à masquer les choix politiques de Macron et de son gouvernement, qui poursuivent les politiques de saccage de notre système de santé, de destruction et de privatisation de l'hôpital public.

En pleine crise sanitaire, ils osent poursuivre les fermetures de lits, de services, s'acharnent à aggraver la dégradation des conditions de travail des personnels, engendrant de nombreux arrêts de travail, nombreuses démissions d'agents qui n'en peuvent plus.

C'est tout simplement scandaleux.

Tout comme les personnels de santé, des milliers de salariés du commerce, des cafés et restaurants vont se retrouver le pistolet sur la tempe pour « choisir » entre la vaccination et le licenciement.

La mise en de ce Pass Sanitaire conduirait à perdre ses droits d'aller et venir librement, à accepter une société de flicage et de contrôle permanent, y compris à domicile, à entériner les inégalités territoriales, sociales ou selon les classes d'âges.

Ces méthodes fascisantes* conduirait toute une partie de la population, mise au banc de la société, à ne plus pouvoir accéder au sport, à la culture, aux loisirs, ou même faire ses courses, tout simplement vivre.

Alors que le virus du covid 19, comme tous les virus, va muter en permanence, la question n'est pas d'être pour ou contre la vaccination.

La vaccination doit demeurer au libre-arbitre de chacun(e), au consentement libre et éclairé de toute la population. Elle doit être gratuite, tout comme les tests.

Les manœuvres totalement antidémocratiques et anticonstitutionnelles du président Macron et son gouvernement visent en fait à cliver, à diviser et opposer la population, alors que, dans le même temps, ils annoncent la poursuite du saccage de nos conquêtes sociales avec, notamment, la réforme du système d'indemnisation du chômage au 1^{er} octobre, qui va se traduire par une baisse des indemnités de 20 %, ou encore celle de notre système de retraite avec l'objectif de reporter l'âge de départ à 64 ans.

Ils poursuivent leurs politiques de régression sociale, au service exclusif des plus riches, du patronat et du monde de la finance, pour satisfaire leur appétit toujours plus vorace de profits.

Pendant que les salariés, les retraités, les chômeurs subissent blocage des salaires et des pensions, dégradation des conditions de travail, aggravation du chômage et de la précarité, la majorité des entreprises ne se sont jamais aussi bien portées.

Ainsi, les entreprises, dans notre région, ont touché, sous forme de multitudes d'aides diverses et variées, du Conseil Régional, des Communautés d'Agglomération, des métropoles, des Communautés de Communes la coquette somme de 52 122 949,48 € en 2020. Il faut bien évidemment ajouter à cela les multiples aides de l'Etat.

Le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France a augmenté de 30 % en 2020, frisant les 1.000 milliards d'euros. Le nombre de milliardaires français est passé de 51 en 2011 à 95 en 2019, pour atteindre 109 en 2020. **Plus que jamais, les richesses existent pour satisfaire les revendications des salariés.**

L'Union Régionale CGT Centre Val de Loire appelle tous les salariés actifs, retraités et chômeurs à ne pas tomber dans ce piège de la division et de l'opposition, à ne pas se tromper d'adversaires dans ces moments difficiles. Au contraire, l'heure est au rassemblement, à l'unité de tous les salariés pour stopper ces remises en cause gravissimes de nos droits et libertés publiques, gagner une autre politique, orientée vers le progrès social.

Alors que cette pandémie mondiale nécessite de véritables coopérations internationales, d'autres solutions existent pour contrôler ce virus et endiguer cette épidémie, notamment par le passage dans le domaine public de l'ensemble des brevets vaccinaux et des tests.

Pour l'URCVL CGT, il est indispensable d'investir massivement dans la recherche publique afin de créer un vaccin géré et contrôlé par la nation, ainsi que dans des traitements médicaux pour soigner cette maladie.

L'URCVL revendique la nationalisation des industries pharmaceutiques pour une maîtrise publique des médicaments.

Dans la poursuite des actions engagées par la CGT dans notre région, depuis des années, pour un accès à des soins de qualité pour tous, l'URCVL CGT revendique une grande campagne de recrutement massif pour l'hôpital public, les Ehpad, les établissements médicaux-sociaux...pour assurer une prise en charge de qualité pour les patients et de bonnes conditions de travail pour les personnels.

L'URCVL CGT revendique également la mise à disposition des moyens nécessaires pour rouvrir des lits, des services, pour investir dans du matériel médical, afin de répondre aux besoins de santé de la population.

L'URCVL CGT revendique la prise en charge à 100 % par la sécurité sociale de toutes les dépenses de santé. Il faudrait, d'ailleurs, que les gouvernements arrêtent de faire rembourser tout et n'importe quoi, dans l'unique but de faire grossir les profits de leurs copains des laboratoires pharmaceutiques.

L'URCVL CGT appelle tous les salariés actifs, retraités et chômeurs, à se rassembler ; à s'organiser en créant ou en renforçant leur syndicat CGT, à agir ensemble pour défendre nos droits et libertés, indiscutable socle de notre démocratie, et gagner une politique qui réponde à l'intérêt général, aux besoins de la population, par une augmentation massive des salaires, retraites et minimas sociaux, le SMIC à 2000 €, la réduction du temps de travail à 32 heures pour travailler tous, le renforcement de notre sécurité sociale solidaire, de notre système de retraite avec un départ à taux plein au plus tard à 60 ans.

L'Union Régionale CGT Centre Val de Loire appelle tous les salariés actifs, retraités et chômeurs, la jeunesse à participer massivement à toutes les initiatives organisées dans les départements de la région, pour exiger le respect de nos droits et libertés, gagner une autre répartition des richesses, créées par le travail, pour le progrès social.

**Définition du petit Larousse du fascisme : attitude autoritaire, arbitraire, violente et dictatoriale, imposée par quelqu'un à un autre groupe quelconque, à son entourage.*